



Assemblée générale

Distr. générale
24 octobre 2014
Français
Original: anglais

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Soixante-troisième session

Compte rendu analytique de la 661^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mercredi 3 octobre 2012, à 10 heures

Présidente: M^{me} Arango Olmos (Vice-Présidente) (Colombie)

Sommaire

Débat général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-01763 (EXT)



* 1 2 0 1 7 6 3 *

Merci de recycler



En l'absence de M. Knutsson (Suède), M^{me} Arango Olmos (Colombie), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Débat général (suite)

1. **M^{me} Raoul** (Congo) remercie la communauté internationale pour l'aide qu'elle a apportée à la suite de l'explosion tragique d'un dépôt de munitions à Brazzaville en mars 2012.
2. La clause de cessation a été appliquée aux citoyens angolais au Congo en juin 2012 et s'appliquera aux réfugiés rwandais en juin 2013. Le rapatriement des réfugiés de la République démocratique du Congo qui se trouvent actuellement dans le sud du Congo a été retardé à cause d'un manque de ressources. Jusqu'à présent, seulement 26 000 des 125 000 réfugiés de la province de l'Équateur dans la République démocratique du Congo sont rentrés dans leur pays d'origine.
3. La clause de cessation qui annule le statut de réfugié des citoyens congolais au Gabon est entrée en vigueur en juillet 2011, mais les retours progressent lentement. Il faut regretter que tant de conflits dans le monde entraînent des situations de déplacement massif de population, et M^{me} Raoul demande que soit renforcée l'éducation pour la paix dans toute la société.
4. **M^{me} Mpariwa** (Observatrice pour le Zimbabwe) dit que le Zimbabwe a continué de recevoir de grands nombres de migrants en 2011, surtout de la corne de l'Afrique et de la région des Grands Lacs. Pour s'acquitter d'un engagement pris pendant la réunion ministérielle de la même année, le Zimbabwe a créé un centre d'hébergement temporaire à la frontière du nord-est avec le Mozambique. Les services et les soins dispensés au centre contribuent beaucoup à protéger les réfugiés et les personnes relevant de la compétence du HCR dans les flux migratoires mixtes.
5. Malgré les difficultés économiques auxquelles il est confronté, le Zimbabwe héberge plus de 6 000 réfugiés et demandeurs d'asile. Plus de 80 % d'entre eux vivent dans le camp de Tongogara, les autres se trouvant dans les zones urbaines, en particulier à Harare. Les préparatifs conjoints du Gouvernement zimbabwéen et du HCR en vue de l'application de la clause de cessation rwandaise ont bien progressé. Ils ont commencé par la constitution d'une équipe spéciale, suivie d'autres initiatives comme la formation à la clause de cessation, la publication de brochures d'information et la fixation de calendriers.
6. **M. Digna** (Soudan) dit que le Soudan accueille actuellement quelque 400 000 réfugiés, dont la plupart ne sont pas enregistrés, ce qui pose aux autorités des problèmes de sécurité, d'organisation et de logistique. Le Gouvernement fait de son mieux pour faire face aux problèmes des demandeurs d'asile, notamment le trafic des êtres humains et le passage clandestin. Une coordination régionale et internationale est nécessaire pour lutter efficacement contre ces problèmes.
7. M. Digna demande à la communauté internationale d'aider le Soudan à assurer protection et services aux réfugiés qui vivent dans les camps. Pendant sa visite en janvier 2012, le Haut-Commissaire a lancé l'Initiative pour des solutions en période de transition, dont les résultats sont très attendus.
8. Il est nécessaire d'instaurer une plus grande stabilité dans les régions du Sud Kordofan et du Nil Bleu surtout pour faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés. M. Digna demande au HCR et à la communauté internationale de contribuer aussi au développement de ces régions. Il remercie les autorités éthiopiennes pour l'aide qu'elles ont apportée au Soudan.

9. **M. Ismail** (Somalie) exprime ses remerciements à tous les pays qui ont accueilli des réfugiés somalis depuis 1991 et à ceux qui ont accordé l'asile aux Somalis. Il remercie aussi la Norvège, la Suisse et le HCR pour avoir décerné sa distinction Nansen pour les réfugiés à Hawa Aden Mohamed, éminente personnalité somalie.

10. La récente libération de la ville de Kismayo devrait faciliter la stabilisation de toute la région du bas Juba. Même s'il existe peut-être encore quelques vides en matière de sécurité, il faudrait sécuriser les territoires qui ont été libérés dans le sud et le centre de la Somalie pour encourager les PDI à rentrer librement dans leur région d'origine, ce qui à son tour facilitera le retour volontaire des réfugiés somalis qui se trouvent dans les pays voisins. Afin d'affermir la stabilisation des régions nouvellement libérées au sud de la Somalie, la communauté internationale devrait maintenir son aide au Burundi, à Djibouti, à l'Éthiopie, au Kenya et à l'Ouganda, pour contribuer à créer sur le terrain un climat de sécurité qui favorisera le rapatriement de tous les réfugiés somalis. Les activités humanitaires et de reconstruction doivent profiter dans les mêmes conditions à toutes les régions du pays et les nouvelles institutions en Somalie auront besoin d'urgence d'un soutien au renforcement de leurs capacités techniques pour coordonner les activités humanitaires, de reconstruction et de redressement.

11. **M. Oyarce** (Chili) dit que l'augmentation du nombre de réfugiés et de PDI dans le monde et les informations faisant état de mauvais traitements et de violations, perpétrés en particulier à l'encontre de femmes et d'enfants, appellent d'urgence des solutions globales. La communauté internationale doit s'attaquer aux causes profondes de cette réalité complexe, ce qui exigera une volonté et une coordination politiques solides. M. Oyarce félicite le HCR pour le renforcement de la coopération interorganisations et dit que les approches régionales aident généralement à trouver des solutions durables pour les réfugiés. À cet égard, il souligne l'importance de la décision du Gouvernement colombien d'engager des négociations de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

12. Au Chili, des mesures ont été prises ces dernières années pour améliorer la législation interne et les politiques sur la migration et la protection des réfugiés. La loi de 2010 sur la protection des réfugiés prévoit la possibilité pour les demandeurs du statut de réfugié d'obtenir un permis de séjour temporaire. Cette disposition donne aux intéressés l'accès au marché du travail et aux services de santé et d'éducation. La loi prévoit aussi l'application de régimes de protection spéciaux aux enfants et aux victimes de violence.

13. **M. Alexandre** (Observateur pour Haïti) dit que les modifications apportées à la Constitution haïtienne en 2012 ont ouvert la possibilité de reconnaître la double nationalité, même pour les enfants dont les parents n'ont pas retrouvé leur nationalité haïtienne mais qui peuvent prouver leur ascendance, ce qui exclura la possibilité que des Haïtiens et leurs enfants soient apatrides. Des mesures sont prises aussi pour que les citoyens haïtiens qui vivent à l'étranger puissent faire enregistrer la naissance de leurs enfants. Le Gouvernement se prépare à ratifier la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et celle de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

14. Un comité interministériel examine actuellement les moyens d'améliorer la gestion des flux migratoires. M. Alexandre se félicite de la décision prise par les États-Unis de prolonger, pour dix-huit mois encore, le statut de protection temporaire des citoyens haïtiens. Afin d'améliorer la situation des PDI et de reloger ceux qui vivent actuellement dans six camps, le Gouvernement haïtien procède à la rénovation de 16 districts. En février 2012, 400 maisons neuves ont été mises à la disposition de familles à faible revenu restées sans abri après le tremblement de terre de 2010. Malgré cela, et le Haut-Commissaire a pu le constater pendant sa visite, plus de 370 000 personnes vivent encore dans un millier de camps improvisés.

15. **M. Mussa** (Observateur pour le Malawi) dit que le Malawi héberge actuellement plus de 15 600 réfugiés et demandeurs d'asile. En moyenne, il y a 200 demandeurs d'asile qui arrivent dans le pays tous les mois, mais on ne sait pas vraiment si tous les nouveaux arrivants sont véritablement des réfugiés ou si certains viennent tout simplement d'autres pays où des camps sont fermés. En outre, certains pourraient être des criminels associés à des activités de traite et de contrebande d'êtres humains. Plusieurs centaines de ressortissants étrangers ont pénétré illégalement au Malawi. Quand ils sont interceptés dans d'autres pays, ils sont renvoyés comme s'ils étaient des demandeurs d'asile venant du Malawi. Des efforts sont donc faits pour renforcer les systèmes de filtrage à la frontière afin de veiller à identifier les véritables demandeurs d'asile.

16. Afin d'alléger la pression qui s'exerce sur les maigres ressources du pays, il est nécessaire d'accroître l'aide apportée au Malawi afin de lui permettre d'améliorer les services destinés aux demandeurs d'asile et aux réfugiés et de mettre en place des structures et des institutions de gestion de la situation des réfugiés. À la recherche de solutions durables, environ 208 réfugiés ont été réinstallés à l'étranger et 1 000 autres le seront à la fin de 2012.

17. **M. Tcharie** (Togo) dit qu'il y a environ 26 000 réfugiés de 21 nationalités au Togo, dont 5 500 Ivoiriens qui vivent à Lomé, ou à proximité dans le camp d'Avepozo. Ils bénéficient tous d'une protection au titre de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, de la Convention de 1969 régissant les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique et de la Convention de Kampala. Le Togo a toujours respecté le principe de non-refoulement et fait de son mieux pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. En mai 2012, le Gouvernement a ratifié la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et révisé actuellement sa législation concernant les réfugiés. Un centre pour les demandeurs d'asile est en construction et les autorités envisagent la possibilité de délivrer des cartes d'identité aux réfugiés.

18. Étant donné le climat actuel de paix au Togo, il est évident que si de nombreux réfugiés togolais veulent demeurer à l'étranger, ce n'est certainement pas pour des raisons politiques ou sécuritaires. M. Tcharie demande au HCR de prendre les mesures voulues à cet égard. Il ajoute que, sur les 209 Sri Lankais qui sont arrivés au Togo en novembre 2011, 17 attendent d'être rapatriés de leur plein gré.

19. **M. Rogers** (Observateur pour la Sierra Leone) dit que le Gouvernement sierra-léonais est déterminé à ratifier la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. La loi de 2006 sur la citoyenneté, qui témoigne de la volonté du Gouvernement de prévenir et de réduire les cas d'apatridie prévoit l'acquisition par les enfants de la citoyenneté de leur mère et la reconnaissance de la double nationalité. Par ailleurs, le système libéral d'enregistrement des naissances du pays contribue aussi à prévenir l'apatridie. Le Gouvernement a révisé l'accord foncier d'intégration locale de 2010 conçu pour les réfugiés ruraux et a délivré des cartes d'identité à tous les réfugiés enregistrés.

20. À la suite de l'application de la clause de cessation aux réfugiés libériens, les autorités ont procédé à des entretiens et à l'évaluation de 437 demandes d'exemption émanant de réfugiés libériens qui ne veulent pas s'intégrer sur place ni être rapatriés. Quelque 2 713 réfugiés libériens ont été intégrés dans les communautés locales et se livrent à des activités agricoles. Étant donné la situation volatile actuelle de l'Afrique de l'Ouest, M. Rogers demande au HCR et à la communauté internationale d'aider à assurer la viabilité des communautés qui intègrent les réfugiés et à renforcer les capacités de l'infrastructure d'asile relativement nouvelle du pays.

21. **M^{me} Assaker** (Liban) réaffirme que le Liban est prêt à coopérer avec le HCR pour soulager les souffrances des civils syriens qui cherchent refuge dans ce pays. Elle réitère

que le Gouvernement libanais appuie le plan d'urgence régional révisé et demande à la communauté internationale d'accroître ses contributions.

22. Elle dit que le Programme de transformation mérite de nouvelles consultations au niveau intergouvernemental et que le Gouvernement libanais voit dans l'autonomie une mesure transitoire positive, qui permettra aux réfugiés d'améliorer leurs moyens d'existence et leurs compétences et contribuera à leur développement personnel et à leur éducation, en les préparant à des solutions durables quand leur situation sera réglée.

23. M^{me} Assaker rappelle les difficultés des réfugiés palestiniens et demande qu'un soutien international soit apporté à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient (UNRWA). Elle appelle à une solution juste, équitable et globale de la situation des réfugiés palestiniens conformément au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

24. **M. Guterres** (Haut-Commissaire) exprime personnellement son admiration pour la manière dont la République du Congo a géré les répercussions humaines de l'explosion dévastatrice de 2012 à Brazzaville. Il demande à la communauté internationale de reconnaître que le Zimbabwe a toujours appliqué son régime de protection des réfugiés. Le HCR est à la disposition du Zimbabwe pour l'aider à gérer les flux migratoires mixtes. Il loue le Gouvernement et les forces de sécurité du Soudan pour les efforts qu'ils déploient afin de lutter contre la traite des êtres humains et demande que l'engagement soit pris de permettre au Soudan et aux autres pays de la région de continuer à lutter contre les réseaux criminels. Il salue l'excellente coopération du Gouvernement soudanais et de ses partenaires en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Initiative pour des solutions en période de transition et espère que les pourparlers de paix avec le Soudan du Sud donneront de nouveaux résultats positifs.

25. Le temps est à l'espoir en Somalie, et M^{me} Mohamed, lauréate de la distinction Nansen 2012 pour les réfugiés, symbolise la capacité qu'a le pays de surmonter ses difficultés. La protection des réfugiés haïtiens à l'étranger, en particulier contre l'apatridie, constitue un axe prioritaire de l'action du HCR dans la région. Le HCR sera heureux d'aider Haïti à faire en sorte que des documents d'identité soient délivrés à tous les Haïtiens.

26. S'agissant du Malawi, le HCR est prêt à soutenir les efforts faits pour identifier les personnes et déterminer leur statut dans le contexte des flux migratoires mixtes. Il convient de féliciter le Togo pour son ouverture à l'égard des réfugiés et la protection qu'il leur apporte et pour avoir ratifié la Convention relative au statut des apatrides. Pour ce qui est de la Sierra Leone, le Haut-Commissaire confirme que le HCR réduit son aide, parce que le pays est une réussite sur plusieurs fronts, dont la mise en place d'un régime démocratique stable. Il est sincèrement reconnaissant pour la générosité avec laquelle la Sierra Leone aborde l'application de la clause de cessation à l'égard des réfugiés libériens et considère que le Liban mérite la solidarité et le soutien de la communauté internationale face à l'afflux de réfugiés syriens. Il est essentiel d'éviter l'effondrement du système de protection des réfugiés dans le Moyen-Orient ainsi que la participation des réfugiés palestiniens au conflit syrien.

27. **M^{me} Abgarian** (Observatrice pour l'Arménie) dit qu'entre 1988 et 1991 l'Arménie a reçu plus de 360 000 réfugiés de l'Azerbaïdjan à la suite du nettoyage ethnique auquel ont procédé les autorités azerbaïdjanaises à Sumgaït, Bakou, Kirovabad et dans d'autres villes en réaction à l'expression pacifique du désir d'autodétermination de la population du Haut-Karabakh. Pendant cette période, l'Arménie a compté le nombre de réfugiés le plus élevé pour 1 000 habitants. La présence de centaines de milliers de réfugiés dans la région, provoquée par la destruction de zones d'habitation dans le Haut-Karabakh, est la conséquence directe d'une politique d'agression menée par les autorités azerbaïdjanaises

qui sont entièrement responsables de la violence qui s'est déchaînée contre la population pacifique du Haut-Karabakh. Comme le racisme et la discrimination permanents qui s'exercent contre les Arméniens empêchent les réfugiés de retourner en Azerbaïdjan, où leur vie et leur sécurité continuent d'être menacées, le Gouvernement arménien est déterminé à les intégrer dans la société arménienne. Cependant, des négociations sur le rapatriement librement consenti des réfugiés pourront s'ouvrir dès lors que le statut du Haut-Karabakh aura été déterminé.

28. Souhaitant que tous les États évitent la politisation des questions de réfugiés, M^{me} Abgarian regrette que l'Azerbaïdjan, dès la récente arrivée de l'Arménie au Comité exécutif, ait diffusé une propagande anti-arménienne fondée sur des renseignements erronés. Quand un pays comme l'Azerbaïdjan déclare avoir de nombreux réfugiés et, en même temps, augmente ses dépenses militaires, fait des déclarations agressives et incite ses citoyens à la haine de l'Arménie, toutes ses déclarations d'engagement à l'égard du droit humanitaire international et des droits relatifs aux droits de l'homme, qui concernent les réfugiés, sont vides de sens. Pareil comportement non seulement ternit la réputation de l'Azerbaïdjan, mais démontre le manque de respect pour l'objectivité, l'impartialité et la nature apolitique de l'organe. La délégation demande au HCR de faire en sorte que l'Azerbaïdjan n'utilise pas abusivement sa position de membre du Comité exécutif.

29. Malgré des contraintes liées aux ressources, le Gouvernement axe ses efforts sur l'objectif ambitieux qui est de mettre fin à la situation des réfugiés en Arménie. M^{me} Abgarian réaffirme que l'Arménie est prête à coopérer avec le HCR et la communauté internationale pour renforcer les capacités, protéger les droits des réfugiés et favoriser l'accès de ces derniers à l'éducation et aux possibilités d'autonomisation. Elle remercie le HCR pour le soutien continu qu'il apporte au projet d'accès communautaire aux technologies en Arménie.

30. **M. Beshta** (Observateur pour Ukraine) exprime ses condoléances pour la perte des cinq fonctionnaires du HCR et demande aux parties aux conflits de se conformer rigoureusement au droit humanitaire international et d'assurer la protection du personnel humanitaire et civil. Il ajoute que, face à l'augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées, l'Ukraine appuie l'appel au renforcement de la diplomatie préventive et à un règlement rapide des conflits.

31. L'Ukraine a participé aux efforts d'évacuation pendant la crise libyenne en 2011 et pris des mesures pour apporter une aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie (PDI) et aux réfugiés. M. Beshta félicite, pour leur solidarité, les Gouvernements iraquien, jordanien, libanais et turc qui gardent leurs frontières ouvertes et fournissent refuge et biens essentiels à ceux qui en ont besoin.

32. Pour s'acquitter de l'engagement qu'il a pris à la réunion ministérielle de décembre 2011 de renforcer son système national d'asile et d'adhérer aux conventions sur l'apatridie, l'Ukraine est en passe d'achever les préparatifs internes d'adhésion à la Convention relative au statut des apatrides et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. Les documents pertinents seront soumis sous peu au Parlement ukrainien aux fins d'examen. L'Ukraine a mis en place un système national d'asile conforme aux normes internationales et européennes. En 2011, une loi a été adoptée sur les réfugiés et les personnes qui ont besoin d'une protection supplémentaire ou temporaire, aux termes de laquelle deux institutions de protection ont été créées, et des dispositions ont été prises pour donner des garanties supplémentaires aux familles de réfugiés et protéger au maximum les enfants demandeurs d'asile. En outre, l'Ukraine crée les conditions nécessaires à une intégration régulière des réfugiés et des demandeurs d'asile, notamment en leur permettant de réaliser leur potentiel intellectuel et professionnel.

33. **M. Thioune** (Observateur pour le Sénégal) dit qu'une protection supplémentaire des réfugiés au Sénégal et de leurs droits est assurée en application de la loi n° 68-27 du 24 janvier 1968, telle que modifiée. Un comité directeur interministériel chargé d'améliorer les conditions des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées a été créé en accord avec la vision de l'humanitarisme de l'État.

34. En 1989, le Sénégal a octroyé le statut de réfugié *prima facie* aux réfugiés mauritaniens et a signé depuis, avec la Mauritanie et le HCR, un accord tripartite de rapatriement, en toute sécurité et dans la dignité, de tous les réfugiés mauritaniens qui souhaitent rentrer chez eux. Le dernier groupe de rapatriés est arrivé en Mauritanie le 25 mars 2012. Un appui à l'intégration est offert à ceux qui choisissent de demeurer au Sénégal en vue de leur naturalisation possible. À cet égard, le Gouvernement, en coopération avec le HCR, a délivré des cartes d'identité à plus de 10 000 réfugiés, leur donnant ainsi la possibilité d'avoir accès au crédit et à la formation. La situation mauritanienne peut être réglée, mais d'autres crises apparaissent; en conséquence, les comités régionaux de gestion des réfugiés ont été réactivés et des plans d'urgence mis en place pour faire face aux situations d'urgence qui peuvent éclater, notamment au Mali.

35. **M^{me} Pictet-Althann** (Observatrice pour l'Ordre militaire souverain de Malte) dit que l'Ordre souverain mène son action humanitaire dans plus de 120 pays. L'Ordre participe à toute une série de projets dans différents domaines: protection sociale, soins de santé, aide alimentaire, nutrition, eau et assainissement, éducation, reconstruction et développement économique. Tout dernièrement, il a créé le Fonds mondial pour les oubliés afin de soutenir des projets d'aide aux personnes qui n'ont pas de recours, de réseau de soutien ou de ressources. M^{me} Pictet-Althann remercie le Haut-Commissaire pour avoir choisi «la foi et la protection» comme thème de son prochain dialogue sur les défis en matière de protection et ajoute que l'Ordre de Malte espère contribuer activement au débat.

36. La branche libanaise de l'Ordre de Malte apporte actuellement une aide médicale à un nombre grandissant de réfugiés syriens qui affluent au Liban, tandis que Malteser International distribue des secours aux familles qui ont fui à Damas. Des services de premiers secours et d'ambulance sont assurés dans le nord du Burkina Faso, où se sont réfugiés plus de 65 000 Maliens. En raison de l'éloignement relatif de la zone, il est difficile de dispenser aux réfugiés les soins de santé dont ils ont besoin. Malteser International surveille la situation dans la République démocratique du Congo et enregistre des PDI dans la région depuis janvier 2012. En coopération avec le Programme alimentaire mondial, elle organise la distribution d'une aide alimentaire à 37 500 PDI, assure l'accès à l'eau potable et aux centres de soins de santé et fournit une assistance médicale et psychologique aux victimes d'agression sexuelle.

37. Au Sri Lanka, comme les réfugiés et les PDI sont retournés dans la province orientale, l'action est désormais axée sur le développement, en particulier l'approvisionnement en l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène.

38. Pendant plus de dix-sept ans, Malteser International a été responsable des soins de santé dans deux camps de plus de 35 000 réfugiés le long de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar. Un nouveau projet d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, cofinancé par l'Union européenne, est en cours depuis 2011 au profit à la fois des réfugiés et des communautés locales. Enfin, dans la partie septentrionale de l'État de Rakhine au Myanmar, où des réfugiés reviennent du Bangladesh, Malteser International a créé 32 centres mère-enfant pour venir en aide aux enfants mal nourris et à leur famille.

39. **M. Sonko** (Gambie) dit que la Commission nationale pour les réfugiés de la Gambie s'efforce de protéger et d'aider les réfugiés et les PDI. Le bureau du HCR à Banjul a organisé à l'intention du personnel de la Commission un programme de formation à la détermination du statut de réfugié, et la Commission espère que d'autres initiatives de

renforcement des capacités seront prises. En février 2012, la Gambie a reçu environ 2 000 réfugiés venant de la région sénégalaise de la Casamance et la Commission, en collaboration avec le HCR a organisé d'urgence une réunion de donateurs pour faire face à l'afflux. Des denrées alimentaires et non alimentaires ont été achetées et distribuées aux réfugiés. Une action de sensibilisation est menée aussi pour contribuer à régler et à prévenir les problèmes de violence sexuelle et sexiste dans les camps de réfugiés.

40. À la suite de l'application de la clause de cessation aux réfugiés libériens, la Commission et le HCR ont facilité le retour de ceux de ces réfugiés qui ont opté pour le rapatriement librement consenti. Ceux qui choisissent de demeurer en Gambie se voient délivrer des permis de séjour, qui ouvrent la voie à l'intégration locale. Huit familles seulement ont demandé à être exemptées de la clause de cessation et leur cas est examiné par la Commission nationale pour les réfugiés.

41. Le Gouvernement se prépare à réévaluer les besoins du pays en matière de protection et d'aide aux réfugiés. L'évaluation conjointe qui est prévue aboutira sans aucun doute à des recommandations fermes portant sur des solutions durables.

42. Le Gouvernement gambien demande instamment au Haut-Commissaire de favoriser le partage de la charge et le soutien aux communautés hôtes. Il se félicite de la participation du HCR aux questions qui concernent les PDI et espère que le HCR et d'autres organismes des Nations Unies resteront partenaires des gouvernements nationaux dans la lutte contre les difficultés spécifiques des PDI.

43. **M. García** (Philippines) dit que le Gouvernement philippin est heureux de coopérer avec le HCR et suit avec intérêt l'évaluation par le HCR du coût et de l'impact de l'accueil de réfugiés dans les pays en développement et les pays à revenu moyen. Le Gouvernement élabore une politique et un cadre opérationnel liés à la Convention relative au statut des apatrides et donne suite à l'engagement qu'il a pris de renforcer encore la mise en œuvre de la Convention relative au statut des réfugiés. Le Ministre de la justice a signé récemment une circulaire sur la détermination du statut de réfugié qui contient des directives administratives claires à cet égard. Des mesures ont été prises aussi pour répondre aux autres engagements de l'État: accroître sa contribution de 2012 aux programmes du HCR, qui passera à 100 000 dollars des États-Unis; délivrance aux réfugiés et aux apatrides de documents de voyage lisibles par machine; continuer de surveiller la question de l'apatridie; engager la procédure d'adhésion à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie; continuer de diriger l'élaboration par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) d'un cadre de droits de l'homme dans lequel seront traitées des questions concernant les migrants, les victimes de traite, les réfugiés et les apatrides.

44. **M. García** appuie l'Initiative relative à la distinction Nansen lancée par la Norvège et la Suisse et il espère participer activement aux travaux du comité consultatif proposé. Les Philippines, avec le Bangladesh et d'autres pays, ont parrainé une initiative sur les effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'homme qui a été présentée plus tôt en 2012 au Conseil des droits de l'homme. Les Philippines s'attachent aussi à mettre au point des mécanismes de protection et d'évacuation des migrants et des ressortissants de pays tiers pendant les périodes de crise.

45. **M^{me} Dupuy Lasserre** (Observatrice pour l'Uruguay), appelant l'attention sur les efforts mis en œuvre en matière de réinstallation par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, dit que l'Uruguay a l'intention d'honorer les engagements pris par le Ministre des affaires étrangères à la réunion ministérielle de 2011. De fait, la Commission nationale pour les réfugiés a rédigé un projet de loi sur l'apatridie qui a été soumis aux ministères compétents aux fins d'observations et dont le Parlement sera saisi ultérieurement. Reconnaissant que le profil urbain utilisé dans le programme initial de réinstallation ne correspond pas à celui de certaines personnes, l'État a mis en place un

projet pilote de réinstallation des personnes ayant des origines rurales. Enfin, le Gouvernement examine les moyens de renforcer le secrétariat permanent de la Commission nationale pour les réfugiés.

46. **M. Caspi** (Israël) dit qu'Israël tient à s'associer à ceux qui ont exprimé leur soutien à la liberté du peuple de la République arabe syrienne.

47. Au cours des années, Israël a ouvert ses portes à des centaines de milliers de Juifs venant des pays arabes et de l'ex-Union soviétique et a également offert protection à des personnes venant de pays tels que la Côte d'Ivoire, le Libéria et le Viet Nam. Israël respecte rigoureusement les conventions internationales, notamment le principe de non-refoulement. Ces dernières années, le pays a connu un afflux de plus de 65 000 personnes, pour la plupart des Soudanais et des Érythréens, entrés illégalement après avoir franchi la frontière méridionale avec l'Égypte. Lors du premier entretien, la plupart déclarent qu'ils sont venus en quête d'une meilleure vie, et non par crainte d'une persécution dans leur pays d'origine. Israël s'emploie, en collaborant de près avec d'autres pays, à mettre au point des mécanismes légaux qui doivent permettre de faire face aux problèmes de police des frontières. Cependant, la situation se complique du fait que le pays a avec l'Afrique une frontière terrestre longue et non fermée, ce qui en fait une destination très accessible, et nombreux sont ceux qui se tournent vers Israël depuis le resserrement des contrôles aux frontières en Europe. En conséquence, le Gouvernement a mis en place dernièrement deux stratégies de contrôle: construire une clôture le long de la frontière méridionale avec l'Égypte et créer un centre d'hébergement pour ceux qui sont entrés clandestinement dans le pays. Le centre leur fournira nourriture, abri et services de santé et d'éducation. L'idée est essentiellement de réduire l'incitation financière qui encourage à entrer clandestinement dans le pays et, parallèlement, de répondre aux besoins essentiels des réfugiés qui s'y trouvent déjà.

48. Israël a élaboré un système efficace et efficient de traitement des demandes d'asile, qui est pleinement conforme à la fois à la Convention relative au statut des réfugiés et au Protocole qui s'y rapporte et est géré en collaboration avec le HCR. Le Ministère de l'intérieur procède à de longs entretiens avec tous les demandeurs d'asile dans leur langue, tandis qu'une commission consultative examine les différents cas et détermine le statut de réfugié. Tous les demandeurs d'asile peuvent demander un examen judiciaire de leur cas et peuvent même saisir la Haute Cour de justice d'une requête pour violation présumée des droits de l'homme.

49. **M. Dumitriu** (Conseil de l'Europe) dit que le Conseil de l'Europe et le HCR ont récemment engagé un débat sur le droit des réfugiés au travail. L'emploi est fondamental pour l'intégration des réfugiés. Il y a des cas dans lesquels l'absence de bonnes conditions de vie dans les pays d'asile incite les réfugiés à retourner dans des lieux où ils courent des risques pour leur vie ou leur liberté. Le Conseil de l'Europe, qui est le gardien de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte sociale européenne, a commencé à analyser les limites des normes européennes et internationales en vigueur et à identifier les obstacles d'ordre pratique à la jouissance du droit au travail ainsi que les meilleures pratiques suivies au niveau national.

50. L'analyse pourrait s'orienter notamment vers le rassemblement de données sur l'accès des réfugiés au marché du travail, l'application du mécanisme collectif de plaintes de la Charte sociale aux questions d'accès au marché du travail et l'exploitation de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme.

51. **M. Chikh** (Observateur pour l'Organisation de coopération islamique (OCI)) dit que la coordination et le partenariat doivent être la pierre angulaire des interventions humanitaires. L'OCI a toujours préconisé une bonne coordination de l'aide humanitaire, comme en témoigne sa propre participation, en qualité de facilitateur, aux travaux du

Forum humanitaire syrien et l'action qu'elle mène conjointement avec l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en ce qui concerne la crise au Sahel. M. Chikh réaffirme la volonté de l'OCI d'accompagner le HCR et ses partenaires internationaux dans leurs entreprises humanitaires.

52. **M. Guterres** (Haut-Commissaire), répondant aux points soulevés, dit que le HCR demeure déterminé à soutenir les efforts mis en œuvre par le Gouvernement arménien pour assurer l'intégration complète des tous les réfugiés en Arménie. L'aide de la communauté internationale en faveur du programme de logement en cours a été demandée. Les problèmes de la région ont de nombreuses dimensions politiques. Il n'y a pas de solution humanitaire et ce n'est pas dans le cadre du Comité exécutif que des solutions politiques peuvent être trouvées. Ces problèmes peuvent être dûment traités à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité.

53. Le rôle de l'Ukraine est extrêmement important pour le HCR en ce sens qu'elle constitue un espace de protection essentiel pour ce qui est des déplacements en Europe orientale. Le HCR est prêt à coopérer avec les gouvernements afin d'améliorer son mécanisme d'identification de ceux qui ont besoin de protection et d'apporter la protection et les solutions qui conviennent.

54. Le Sénégal a une fois encore démontré une grande ouverture à l'égard de ceux qui cherchent protection, comme en témoigne sa volonté de trouver une solution durable pour les réfugiés mauritaniens. Le Haut-Commissaire se félicite de l'annonce faite par l'Ordre militaire souverain de Malte au sujet du Fonds mondial pour les oubliés. Il compte sur la participation de l'Ordre au prochain dialogue sur la protection de décembre 2012, qui sera axé sur la foi et la protection. La Gambie est un petit pays et, pourtant, elle est intervenue dans un nombre remarquable de crises de réfugiés dans la région, en faisant preuve d'une grande ouverture et d'une hospitalité généreuse. La Gambie peut toujours compter sur la coopération du HCR dans la recherche de protection et de solutions.

55. En ce qui concerne les Philippines, la Haut-Commissaire dit que le mécanisme de transit d'urgence et la collaboration du Gouvernement en matière de protection des personnes déplacées sont des exemples de la coopération modèle de ce pays avec le HCR. Il apprécie sincèrement le rôle que les Philippines jouent pour élargir l'espace de protection des réfugiés dans la région.

56. M. Guterres se félicite des nouvelles concernant les initiatives prises par le Gouvernement uruguayen en matière d'apatridie et de réinstallation, qui accroîtront sa contribution déjà très importante à la protection en Amérique latine. Il comprend l'énorme pression que les flux mixtes de population font peser sur Israël, étant donné la taille de ce pays. Le Gouvernement israélien, la société civile israélienne et le HCR sont engagés dans un dialogue et une coopération dont l'objectif est d'assurer le traitement équitable des demandes de ceux qui cherchent asile en Israël.

57. Les efforts conjugués de l'OCI et du HCR ont prouvé que les principes de protection des réfugiés sont profondément ancrés dans le droit international et la tradition islamique. L'OCI a un rôle essentiel à jouer pour assurer l'efficacité des mécanismes mondiaux, et le Haut-Commissaire attend avec impatience de participer au prochain dialogue sur la foi et la protection.

58. **M. Tickner** (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)) explique que, pendant la crise humanitaire qui sévit dans la République arabe syrienne, de nombreuses sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans la région ont apporté un appui à des dizaines de milliers de personnes qui n'avaient guère d'autre choix que de quitter leur maison pour trouver la sécurité au-delà des frontières, appliquant clairement, jour après jour, les principes fondamentaux de la Fédération: humanité, indépendance, impartialité et neutralité.

59. M. Tickner appelle l'attention sur la prochaine publication du Rapport mondial de la Fédération sur les catastrophes, qui insistera sur le sort des migrants forcés, ainsi que sur une résolution concernant la migration qui a été adoptée en 2011 à la Conférence internationale du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et qui fait état de l'importance de l'accès des réfugiés aux services, de l'octroi par les gouvernements d'une protection internationale appropriée, conformément aux dispositions pertinentes du droit international, et des garanties relatives à la protection de la dignité et de la sécurité de tous les migrants. Le texte complet de la résolution est affiché sur le site Web de la Fédération.

60. **M. Lonnbach** (Organisation internationale pour les migrations (OIM)) dit que le HCR comme l'OIM sont de plus en plus souvent appelés à faire face à des mouvements de population en raison de la multiplicité et de la complexité des crises. Pour les deux organisations, le défi consiste à être adaptable et bien préparé.

61. Le HCR et l'OIM ont toujours travaillé côte à côte dans les opérations de réinstallation des réfugiés. Le HCR identifie les réfugiés et, ensuite, l'OIM se charge du traitement des dossiers, de l'évaluation de l'état de santé, des stages d'orientation culturelle et du transport en vue de la réinstallation. Ainsi, le HCR et l'OIM aident des dizaines de milliers de réfugiés tous les ans à commencer une nouvelle vie. Le lien migration/refugié est aussi un domaine dans lequel le HCR et l'OIM collaborent. Les processus régionaux de consultation soutenus par l'OIM et le HCR ont beaucoup progressé. Enfin, en ce qui concerne la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles, sous la houlette du Directeur général de l'OIM, les responsables du Comité permanent interorganisations sont convenus d'établir des plans de travail partagés, de nommer un coordonnateur de haut niveau en la matière et d'apporter leur appui à la mise en place d'un mécanisme de plainte commun fondé sur la communauté.

62. **M. Schenkenberg van Mierop** (Conseil international des agences bénévoles), prenant la parole au nom des ONG, dit que le rôle des ONG au Comité exécutif et au Comité permanent est de valoriser les débats de ces organismes en puisant dans leur vaste expérience opérationnelle des situations de déplacement. Leurs observations et leurs vues peuvent être différentes de celles des États ou du HCR. Les États membres qui connaissent moins bien les méthodes opérationnelles des ONG sont invités à engager un dialogue ouvert et constructif afin d'améliorer collectivement le travail fait au nom des personnes déplacées et apatrides.

63. Les ONG se déclarent très préoccupées par ce qui paraît être une «déhiérarchisation des priorités» de l'action menée par le HCR auprès des PDI, présumément soutenue implicitement ou explicitement par les donateurs. Les ressources doivent être réparties en fonction de la vulnérabilité et des besoins des personnes déplacées et non de la nature ou du profil des populations touchées. Si les niveaux déjà faibles du financement de l'aide aux PDI sont réduits, il sera difficile de garantir des normes, même minimales, en matière de subsistance. Une priorité doit aussi être donnée aux réfugiés en milieu urbain: les ONG demandent à tous les États de reconnaître leur statut juridique et leurs besoins de protection. M. Schenkenberg van Mierop félicite le HCR pour l'attention continue qu'il porte aux handicapés relevant de sa compétence ainsi que pour la promotion de leur accès et de leur prise en charge dans tous les programmes et services: il est essentiel d'appliquer l'approche fondée sur l'intégration des critères d'âge, de genre et de diversité. Les ONG félicitent aussi le HCR pour son action de lutte contre la violence sexuelle et sexiste. À cet égard, elles apprécient le travail qu'il accomplit pour faire en sorte que l'accès sûr à un combustible de cuisine fasse généralement partie de toutes les interventions d'urgence.

64. Ce qui rapproche les ONG du HCR, c'est le mandat unique de ce dernier. Les ONG dépendent du HCR pour son rôle et son expérience dans le domaine de la protection. Dans le même temps, le HCR a besoin des ONG pour leurs capacités opérationnelles et leurs compétences dans certains créneaux. Il faut espérer que le dialogue structuré du Haut-

Commissaire sur les partenariats ONG-HCR produira des résultats tangibles pour améliorer la tâche qu'ils accomplissent ensemble.

65. Les ONG apprécient le rôle du HCR au sein du Comité permanent interorganisations, où les vues des différents consortiums d'ONG sont souvent très proches de celles du HCR. M. Schenkenberg van Mierop considère toutefois qu'il ne faudrait pas que le Programme de transformation soit perçu comme un exercice exclusif imposé à partir du haut et il demande que la communauté humanitaire mondiale renforce son engagement et que le dialogue soit élargi afin d'améliorer la pratique humanitaire.

66. **M. Guterres** (Haut-Commissaire) apprécie la déclaration faite par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR). Les interventions et les actions humanitaires reposent sur trois piliers, les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les ONG et les Nations Unies. Le HCR s'appuie sur les sociétés nationales de la Croix-Rouge pour beaucoup de ses activités, même, parfois, pour régler des situations de réfugiés. Le rapport de la FFISCR est toujours un instrument analytique très utile.

67. Si l'OIM et le HCR sont unis, c'est essentiellement à cause du lien asile/migration. La distinction entre celui qui se déplace à la recherche d'une meilleure vie et celui qui est forcé de se déplacer est parfois floue, cependant quand les droits des migrants sont pleinement respectés, l'environnement pour l'asile est plus facile à créer. La crise libyenne en particulier a donné une idée très claire de la bonne collaboration entre les deux institutions.

68. Le Haut-Commissaire rend hommage au Directeur exécutif du Conseil international des agences bénévoles (ICVA), qui est sur le point de prendre de nouvelles fonctions. M. Schenkenberg van Mierop a fait un travail magnifique pour établir une coopération solide et son départ se fera durement sentir. Le partenariat entre les ONG et les organisations des Nations Unies doit être stratégique, et ne pas se limiter à un accord de mise en œuvre. Le prochain dialogue structuré renforcera ce partenariat et, de plus, réglera certains des problèmes posés par la manière dont elles travaillent sur le terrain.

69. Le HCR ne donne pas une moindre priorité au déplacement interne: le Haut-Commissaire approuve sans réserve les observations du représentant de l'ICVA à cet égard. Il est vrai que les fonds réservés au déplacement interne ont diminué, mais cette diminution est compensée par une augmentation des financements sans affectation spéciale.

70. **M. Shirinov** (Azerbaïdjan), prenant la parole dans l'exercice du droit de réponse, dit que, dans l'intervention du représentant de l'Arménie, des accusations ont été portées contre l'Azerbaïdjan et des renseignements inexacts fournis sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le Gouvernement azerbaïdjanais ne peut pas passer sous silence l'expulsion massive forcée par les forces armées arméniennes pendant la guerre de la population azerbaïdjanaise locale et il est déterminé à poursuivre énergiquement les efforts qu'il déploie pour tenir la communauté internationale informée des violations flagrantes des dispositions communes du droit humanitaire international par les forces de la République d'Arménie. L'Azerbaïdjan demande à l'Arménie de retirer ses forces d'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan; il sera ensuite possible de négocier les questions en suspens avec la population du Haut-Karabakh.

71. Ce que l'Arménie juge être l'exercice du droit à l'autodétermination du groupe minoritaire arménien en Azerbaïdjan a été qualifié sans équivoque par le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Assemblée générale ainsi que par d'autres organisations internationales qui font autorité, d'utilisation illégale de la force contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République azerbaïdjanaise. Le caractère illégal de l'entité séparatiste et les structures établies par la République arménienne dans le territoire occupé

de l'Azerbaïdjan a été reconnu à maintes reprises et de la manière des moins ambiguë au niveau international.

72. Aucun État de la communauté internationale ne tient une entité séparatiste pour indépendante. La République azerbaïdjanaise est convaincue que, aux fins d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables dans le sud Caucase, rien ne peut remplacer les efforts concertés déployés par la communauté internationale pour convaincre la République arménienne de mettre un terme à l'occupation illégale des territoires de la République azerbaïdjanaise et garantir le droit inaliénable des PDI azerbaïdjanaises au retour dans leur lieu d'origine.

73. **M^{me} Abgarian** (Observatrice pour l'Arménie) dit que la délégation arménienne regrette que la délégation azerbaïdjanaise ait suscité la polémique. C'est la politisation qu'elle a mentionnée dans sa déclaration. Elle espère que la responsabilité qui est liée à la qualité de membre du Comité exécutif forcera l'Azerbaïdjan à éviter pareille politisation à l'avenir.

74. La moitié de la déclaration faite par la délégation azerbaïdjanaise concernait l'Arménie et contenait des accusations fausses et sans fondement contre l'Arménie, comme celle qui a été faite dans l'exercice du droit de réponse.

75. Le problème des réfugiés est commun à l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Haut-Karabakh. Dans ces trois pays, le problème a été causé par la guerre engagée par l'Azerbaïdjan. Dans sa déclaration, le message le plus important de la délégation arménienne était que, pour ne pas créer de nouvelles populations de réfugiés, arméniennes ou azerbaïdjanaises, il est nécessaire d'éviter la guerre. En présentant l'Arménie et les Arméniens comme des ennemis, l'Azerbaïdjan exacerbe la situation, sape le processus de négociation et rend impossible le retour des réfugiés. Comme le Haut-Commissaire, l'Arménie espère que l'Azerbaïdjan laissera la question du Haut-Karabakh sous tous ses aspects politiques aux organes compétents et que, à l'avenir, il ne fera pas un usage abusif de sa qualité de membre du Comité exécutif. Aucun document international ne nomme l'Arménie comme un État agresseur ou indique que l'Arménie occupe un territoire. La seule référence concerne les forces arméniennes du Haut-Karabakh et, par conséquent, s'il y a matière à discussion, la discussion doit avoir lieu avec le Haut-Karabakh.

76. **M. Shirinov** (Azerbaïdjan), prenant la parole dans l'exercice du droit de réponse, tient à rappeler au représentant de l'Arménie que quelque 250 000 Azerbaïdjanais ont été expulsés de force de leur lieu de résidence permanent en Arménie à la fin des années 1980. Ils avaient tous la citoyenneté azerbaïdjanaise. Les documents pertinents sont quatre résolutions du Conseil de sécurité, la résolution 1416 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, une résolution intitulée «La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan» adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2008 et une résolution du Parlement européen de 2010 sur le besoin de stratégie de l'Union européenne pour le Caucase du Sud. Les textes font état de l'occupation de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh et des districts environnants et demandent le retrait de toutes les forces arméniennes. Ils se réfèrent sans équivoque à la République arménienne en tant que puissance occupante. La délégation azerbaïdjanaise recommande que la représentante arménienne, au lieu de formuler des remarques peu convaincantes dans sa déclaration, conseille au Gouvernement de son pays de commencer à appliquer les dispositions des documents mentionnés afin de s'attaquer à la cause profonde de l'existence de plus de 1 million de réfugiés et de PDI en Azerbaïdjan.

77. **M^{me} Abgarian** (Observatrice pour l'Arménie), prenant la parole dans l'exercice du droit de réponse, dit que les accusations portées par l'Azerbaïdjan ne reflètent pas la réalité. Tous les documents mentionnés par l'Azerbaïdjan concernent les forces arméniennes du Haut-Karabakh, et non l'Arménie. Les réfugiés qui ont fui l'Arménie ont décidé de leur plein gré de quitter le pays après les pogroms de la population arménienne. La plupart d'entre eux ont réussi à vendre leur maison et leurs biens et les autres ont été dédommagés par le Gouvernement arménien. Toute question concernant le Haut-Karabakh doit être examinée avec la République du Haut-Karabakh.

La séance est levée à 12 h 50.